

! W NAIROBI W!

APPEL POUR LE DROIT À HABITER NAIROBI AVEC DE LA DIGNITÉ ET JUSTICE

W Nairobi W!, s'intègre dans la Campagne "Expulsions zéro! ". Cette initiative a été lancée au mois de mars 2004 par les Missionnaires Comboniens, GIM, Kutoka Parish Network Nairobi, Alliance Internationale des Habitants. Elle dénonce devant l'opinion publique internationale le fait que le gouvernement du Kenya ait décidé sans préavis valable la démolition d'ici peu semaines de dizaines de milliers de structures (bidonvilles, écoles, églises, centres communautaires, cliniques, petit marchés, etc.) qui provoquera l'expulsion forcée d'au moins 300.000 personnes des bidonvilles de Nairobi.

Jusqu'à présent le gouvernement n'a offert aucune alternative ni compensation à ces personnes pauvres de la ville qui vivent précairement de boulots informels et de petit commerce. Ainsi le gouvernement viole gravement les obligations juridiques du Pacte International sur les Droits Économiques Sociaux et Culturels (artt. 2, 7, 11, 12, 13 et 15) (signés par le Kenya le 3/1/76), l'Agenda Habitat et l'Agenda 21, qui prévoient l'obligation de trouver de solutions alternatives quand les expulsions sont inévitables.

La lutte et l'engagement des bidonvilles, des églises, des associations d'habitants, des réseaux internationaux, des ong, les marches, les recours juridiques, les prières et les plus de 6.000 signatures électroniques, envoyées institutions du Kenya et celles-là internationales, ont réussi à bloquer les démolitions et les déblayages.

Voilà une démonstration qui montre que l'unité fait la force!

Mais l'apartheid économique et social qui condamne le 55% de la population, environ 2,5 millions de gens à vivre sur 05% du territoire urbain continue.

Donc nous relançons W Nairobi W! En Italie à partir des Caravanes pour la paix.

LE NOUVEL APPEL DEMANDE AVEC FORCE DE RECONNAÎTRE LE DROIT DES POPULATIONS DES BIDONVILLES D'HABITER NAIROBI DANS LE RESPECT DE LEUR DIGNITÉ ET DE LA JUSTICE:

Au Gouvernement du Kenya et au Maire de Nairobi:

- Bloquer toutes les démolitions et les expulsions forcés
- Respecter les obligations du Pacte International sur les Droits Économiques, Sociaux et Culturels
- Développer une nouvelle politique du logement et urbaine publique basée sur le respect du droit au logement de tous
(sécurité foncière, aménagement urbain participatif)

À

la Commission Européenne, aux Gouvernements et à la Banque Européenne des Investissements de:

- Bloquer les financements destinés au Kenya pour réaliser les infrastructures si les conditions dont ci-dessous ne sont pas respectées :

Aux pays "créanciers" du Kenya (plus de 6,5 milliards de dollars de dette)

- Reconvertir la "dette" en des politiques publiques pour l'habitat social au service des 2,5 millions de personnes des bidonvilles l'implication le contrôle de toutes les parties concernées en particulier les habitants et les associations de la société civile organisée, avec des mécanismes clairs pour en garantir la transparence

À

UN-Habitat

- Établir une rencontre de négociation entre le gouvernement du Kenya et les pays riches, les représentations reconnues

des bidonvilles, les ong, les réseaux internationaux, pour réaliser les points ci-dessus.

TUKO PAMOJA!

(Tous ensemble !)

Internationaux :

Abbé Pierre (France), Alex Zanotelli (Missionnaires Comboniani, Italie), Cesare Ottolini (Coordonnateur Alliance Internationale des Habitants, International), Cristina Almazan (UCISV-Ver, Mexique), Don Alessandro Santoro (Communauté de Base Piagge, Florence, Italie), Giovani Impegno Missionario (Italie), Guillermo Rodriguez Curiel (Frente Continental Organizaciones Comunales, Mexique), Jean-Baptiste Eyraud (Porte parole DAL, France), Mons. Luigi

Bettazzi (Évêque Emerito de Ivrea, Italie), Mons. Diego Bona (Évêque Emerito de Saluzzo, Italie), Mons. Tommaso Valentineti (Évêque Termoli Larino, Président Pax Christi, Italie), No-Vox (International), Renzo Fior (Président Emmaus

International, France), Sidiki Abdoul Daff (CERPAC, Senegal), Vincenzo Simoni (Secrétaire Général Unione Inquilini, Italie), Yves Cabannes (UN Advisory Group on Forced Evictions, Equateur).

Kenya:

African Network for the Prevention and Protection of Child Abuse and Neglect (ANPPCAN), Basic Rights Campaign, Carolina for Kibera, Intermediate Technology Development Group (ITDG), Kenya Human Rights Commission, Kituo Cha

Sheria, Kutoka Network of Parishes in the Informal Settlements (Christ the King - Line Saba, Sacred Heart – Dagoretti, Christ the King – Embakasi, St. John's – Korogocho, Consolata Shrine – Westlands, St. Joseph - Kahawa West, Holy Cross – Dandora, St. Joseph and Mary - Shauri Moyo, Holy Mary Mother of God – Githurai, St. Joseph the Worker – Kangemi, Holy Trinity – Kariobangi, St. Mary's - Mukuru kwa Njenga - Our Lady of Guadalupe - Adams Arcade, St. Theresa's - Eastleigh/Mathare Valley), Maji na Ufanisi, Pamoja Trust, Shelter Forum, Concern Worldwide.

Matériels à la disposition:

- ♦ Vidéo
- ♦ Livre photographique
- ♦ Carte postale
- ♦ Exposition

Téléchargez l'Appel et la carte postale sur: www.giovanimissione.it - www.habitants.org/IAI

RENSEIGNEMENTS

Giovani Impegno Missionario (GIM)

Missionari Comboniani

via S. G. da Verdera, 139 - Padova

tel. 0498751506 - Fax 0498762054

gimpadova@giovanimissione.it

www.giovanimissione.it

Alliance Internationale de Habitants (AIH)

c/o Unione Inquilini

via Bettella, 2/ter - Padova

tel. 049691771 – fax 02700415592

info@habitants.org

www.habitants.org/IAI/

Les destinataires de l'Appel sont:

1. His Excellency Mwai Kibaki President of the Republic of Kenya

2. Hon. Kiraitu Murungi, Minister for Justice and Constitutional Affairs (to be verified)
3. Hon. Raila Odinga Minister of Roads & Public Works
4. Hon Simeon Nyachae, M.P. Minister for Energy
5. Hon. John Njoroge Michuki Minister of Transportation
6. Hon. Musikari N. Kombo, M.P. Minister for Local Government
7. Hon. Amos M. Kimunya, M.P. Land and Housing Minister
8. Mr. Dick Wathika, Mayor of Nairobi
9. European Commission
10. European Parliament
11. European Union Governments
12. Creditor countries (Japan, Great Britain, France, Belgium, United States, Holland, Austria, Italy, Spain, Finland)
13. European Investment Bank